

## "Le conflit indochinois et l'Europe" dans Europe (25 janvier 1973)

**Légende:** Dans son éditorial du 25 janvier 1973, Emanuele Gazzo, rédacteur en chef de l'Agence Europe, regrette que les Neuf n'aient pas saisi l'occasion de la guerre en Indochine pour conduire une politique étrangère commune.

**Source:** Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef GAZZO, Emanuele. 25.01.1973, n° 1208. Bruxelles. "Le conflit indochinois et l'Europe", auteur:Gazzo, Emanuele , p. 1.

**Copyright:** (c) Agence Europe S.A.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/le\\_conflit\\_indochinois\\_et\\_l\\_europe\\_dans\\_europe\\_25\\_janvier\\_1973-fr-c2365b72-8b1b-43c2-9c0d-79b732222466.html](http://www.cvce.eu/obj/le_conflit_indochinois_et_l_europe_dans_europe_25_janvier_1973-fr-c2365b72-8b1b-43c2-9c0d-79b732222466.html)

**Date de dernière mise à jour:** 03/07/2015

## Le conflit indochinois et l'Europe

L'évènement qui domine aujourd'hui l'actualité mondiale est, cela va sans dire, l'annonce du cessez-le-feu en Indochine.

Malheureusement, en tant qu'Européens, nous n'avons pas beaucoup à dire là-dessus. Mais c'est précisément cela qui peut nous inspirer quelques réflexions actuelles.

Dans le conflit qui est sur le point de se terminer l'Europe - celle de la Communauté comme celle de la géographie - n'a pratiquement pas eu voix au chapitre, bien que, paradoxalement, ce soit l'Europe, l'Europe colonisatrice sinon colonialiste, qui est à son origine première. Certes, il y a eu des actions discrètes et utiles, des manifestations publiques, dans des sens différents, de certains gouvernements et de l'opinion. Mais il n'y a pas eu de "ligne politique" européenne en la matière, ni de tentative de la définir. A plus forte raison, il n'y a pas eu d'"action politique" propre à l'Europe.

Cette absence totale de l'Europe en tant que telle peut certes être considérée comme inévitable. Certains ne la considèrent pas comme étant entièrement regrettable, parce qu'ils estiment qu'il fallait laisser l'espace nécessaire aux politiques nationales pour se manifester. Et certains gouvernements n'auraient de toute manière jamais renoncé à affirmer une politique nationale en cette matière. Cette thèse ne peut pas être acceptée. Car les positions nationales (qui ne se sont jamais transformées en actions politiques) ont été souvent contradictoires ou tout au moins divergentes, et par conséquent elles n'ont eu aucune efficacité. Ce n'est pas en faisant le Monsieur "Bons offices" que l'on fait une politique. Par conséquent, l'absence de politique européenne en la matière est grave. Sans doute, sommes-nous parfaitement conscients de la difficulté de l'enjeu. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour y renoncer.

Certains disent que, finalement, l'Indochine est tellement éloignée... Mais est-ce que le Moyen-Orient est éloigné? Et pourtant tout se passe de la même manière. Les nouvelles dimensions de la Communauté des Neuf lui imposent d'avoir une politique étrangère, à établir par des procédures appropriées. Et cette politique étrangère ne peut avoir qu'une portée mondiale (nous constatons avec satisfaction que M. Dahrendorf défend cette thèse dans une étude que nous nous réservons de commenter largement). Et ceci: (a) pour des raisons économiques, car la première puissance commerciale du monde est touchée par tout ce qui se passe dans n'importe quel coin du globe; (b) pour des raisons politiques et de sécurité, toute modification de l'équilibre mondial étant pour elle d'une importance vitale; (c) pour des raisons morales, car une Communauté qui se propose de transformer le type même de relations entre les peuples et qui veut fonder un nouveau type de société, ne peut rester indifférente au fait même de la guerre et d'une guerre comme celle qui martyrise depuis dix-huit ans ces peuples.

S'agit-il de réflexions "à posteriori" sans incidence sur la réalité? C'est bien possible, mais cela peut tout au moins inciter à assurer une présence européenne - mais alors authentiquement européenne - et massive dans l'action indispensable de reconstruction matérielle et morale.

Em. G.